

Au Brésil, des vies englouties par la boue

Un mois après la rupture de deux barrages, la colère gronde à Mariana contre les entreprises minières

REPORTAGE

BENTO RODRIGUES, MARIANA (BRÉSIL)
- envoyée spéciale

De sa maison, il ne reste qu'un placard en feraille émergé du tas de boue. Un mois après le drame, Antonio Martins Quintao, opérateur de machines au chômage, avait l'espoir de retrouver un petit quelque chose de son passé englouti le 5 novembre, lorsque l'avalanche d'eau boueuse s'est déversée sur son village de Bento Rodrigues, dans l'Etat brésilien du Minas Gerais. Mais l'homme a beau ouvrir et fermer frénétiquement le petit meuble, il ne trouve rien. « J'ai 47 ans. Et j'ai vécu 47 ans à Bento Rodrigues. Ici, c'était toute ma vie », explique le gaillard trapu, les yeux embués. Sa maison, ou ce qu'il en reste, était à quelques mètres de l'église du XVIII^e siècle ensevelie, elle aussi, avec son histoire.

Il était environ 16 heures quand les deux barrages du groupe minier Samarco, entreprise codétenue par le brésilien Vale et le britannique BHP Billiton, ont cédé. Le premier retenait les déchets de la mine. Après avoir débordé, il a emporté le second, qui retenait de l'eau. La boue ainsi formée a couru jusque dans le fleuve, le rio Doce, avant de sortir de son lit pour recouvrir le village de 1,5 mètre, parfois bien plus. Antonio a vu la vague surgir du haut de la montagne. Il a tout de suite pris sa voiture et emmené sa femme, sa fille de 7 ans et tous les habitants qu'il croisait sur sa route. « Tout s'est passé en huit minutes à peine », se souvient-il. Seize personnes ont péri dans la catastrophe, des employés de Samarco et des habitants, dont Manuel et Thiago, respectivement 5 et 7 ans. Trois personnes sont toujours portées disparues.

« Les chances de survie sont infimes. Maintenant, à moins d'un miracle... », prévient Leonard Farah, commandant des pompiers, arrivé sur place le jour de catastrophe. Je n'ai jamais vu la guerre, mais quand je suis arrivé à Bento

La boue s'est répandue sur 663 kilomètres et a dévasté 1469 hectares de végétation

Rodrigues, je me suis dit que ça devait ressembler à ça. »

Un mois plus tard, le village a pris des allures de Pompéi figé dans la boue. Situé au creux de la vallée, il ne sera pas reconstruit. Trop dangereux. Les habitants seront relogés plus loin. Tous sont en colère. Antonio vit temporairement dans un hôtel de Mariana, l'agglomération dont dépend Bento Rodrigues, à une trentaine de kilomètres. Une chambre payée par Samarco, tout comme l'indemnité mensuelle de 945 reais (231 euros) – un salaire minimum augmenté de 20%. « L'argent ne rachète pas tout », grogne-t-il. « C'est le barrage qui a été construit au-dessus de nos têtes. Ce n'est pas nous qui nous sommes installés en dessous ! », s'agace Maria das Graças Quintao, veuve de 58 ans.

« Actes irresponsables »

Les causes de la rupture des deux barrages restent obscures. Une enquête, dont les résultats sont attendus d'ici six mois, doit élucider l'origine de ce qui restera l'un des pires drames écologiques du Brésil. La boue a donné au rio Doce une couleur ocre et s'est répandue sur 663 kilomètres, selon le ministère de l'environnement, dévastant 1469 hectares de végétation et déversant dans l'environnement 34 millions de mètres cubes de déchets miniers mêlés à de l'eau.

Après Bento Rodrigues, plus d'une dizaine de villes du district de Mariana ont été affectées, ainsi que certaines de l'Etat voisin de l'Espirito Santo, privant d'eau des milliers de personnes. La boue s'est échouée jusque dans la mer, tuant sur son passage les ani-

maux, s'infiltrant dans les sols, asphyxiant les poissons, menaçant les coraux et une réserve de tortues. La nature y est saccagée pour dix ans, estiment les experts.

A écouter la compagnie Samarco, qui se fonde sur les résultats d'analyse du laboratoire SGS Geosol, cette boue ne serait pas toxique. Mais comment croire le groupe ? Après avoir nié, l'entreprise a dû reconnaître que d'autres barrages menaçaient. « Depuis le début de la catastrophe, ils cherchent à minimiser, ne donnent pas toutes les informations », s'agace Viviane Schuch, biologiste et membre du groupe de chercheurs indépendant créé pour analyser les effets de cette catastrophe sur l'environnement (Gaiia). Les résultats des prélèvements effectués dans le rio Doce par le Gaiia sont inquiétants, révélant la présence de dix métaux dont de l'aluminium et du fer dissous, du manganèse, du plomb mais aussi de l'arsenic.

L'entreprise Samarco est fortement suspectée de négligence criminelle. Le quotidien *Folha de*

S. Paulo affirme que des fuites avaient été constatées sur les deux barrages vieux de plus de trente ans. Greenpeace au Brésil accuse, lui, un système d'alarme déficient et évoque un rapport d'évaluation daté de 2014, entre les mains du ministère des mines et de l'énergie, faisant état d'une quinzaine de barrages dont le niveau de risque serait jugé élevé. « Personne n'aurait dû mourir », insiste M^{me} Schuch.

La présidente Dilma Rousseff n'a pu rester muette face à cette

tragédie écologique, promettant de punir les « actes irresponsables ». Fin novembre, le gouvernement a réclamé en justice 5,2 milliards de dollars (4,76 milliards d'euros) à Samarco, Vale et BHP Billiton pour dédommager les victimes et réparer les dégâts environnementaux.

Mais l'Etat brésilien n'est pas exempt de reproches. La loi sur les mines est rarement respectée : moins de 8 % des amendes infligées après appel sont réellement payées, selon la Cour des comptes brésilienne. « Le secteur des mines est l'un des plus gros contributeurs de financement aux partis politiques », estime Katia Visantainer, du comité de défenses des territoires proches de mines. Vale, rappelle-t-elle, a donné 52,8 millions de reais (12,4 millions d'euros) aux partis lors de la campagne présidentielle de 2014. « Le Parlement ne va jamais les attaquer. Les lois sont faites pour eux », ajoute Katia Visantainer.

Emus, indignés et atterrés par les images de ce tsunami boueux, les Brésiliens se sont mobilisés

pour aider Bento Rodrigues et les villes adjacentes : 180 tonnes d'aliments et 200 tonnes de vêtements ont été collectées début décembre par l'association SOS Mariana.

« Dommages gigantesques »

La région est dévastée d'un point de vue environnemental, mais aussi économique. Dans la cité historique de Mariana, les hôtels s'inquiètent de la désaffection des touristes. « 80 % des revenus de la ville viennent de l'activité minière », explique le maire, Duarte Junior. « Les dommages sont gigantesques. Samarco est entièrement responsable. La justice nous dira si elle est aussi coupable », ajoute-t-il, tout en pestant contre le Congrès qui lambine à faire voter une loi plus contraignante sur l'activité minière.

Mais en dépit de la rancœur, personne ne veut voir disparaître ces mines, synonymes d'emplois et de prospérité. La plus proche de Bento Rodrigues s'appelait d'ailleurs « la mine du bonheur ».

CLAIRE GATINOIS

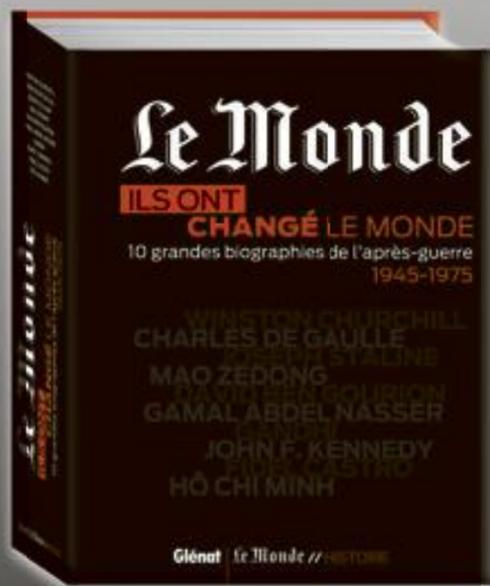


Un habitant de Bento Rodrigues, près de Mariana, début décembre.

VICTOR MORIYAMA POUR « LE MONDE »



10 GRANDS DESTINS DU XX^e SIÈCLE
RACONTÉS PAR Le Monde



1 044 pages - 39,90 € - En vente en librairie

Glénat
www.glenat.com

Un plan « antigaspi » pour la Ville de Paris

Un habitant de la capitale jette deux fois plus d'aliments encore emballés que la moyenne

Au cours de la COP21, les Parisiens ont été invités à passer au *doggy bag*. Quelque 100 000 « box antigaspi » ont été distribuées par la Ville dans une centaine de restaurants de la capitale pour permettre à leurs clients d'emporter le reste de leur repas. C'est là l'une des actions phares de sensibilisation qu'entend développer la Mairie pour réduire le gaspillage alimentaire. Le Conseil de Paris devait adopter, mercredi 16 décembre, un plan de lutte contre ce gâchis. Objectif : le réduire de moitié d'ici à 2025. « Ce gaspillage est une aberration tant sociale, économique qu'environnementale », dénonce ainsi Antoinette Guhl, adjointe (EELV) pour l'économie sociale et solidaire.

La Ville entend agir à tous les niveaux de la chaîne de production, depuis les commerçants jusqu'aux restaurateurs en passant par les ménages. Car les Parisiens ne sont pas des plus exemplaires : un habitant de la capitale

jette en moyenne 13,8 kg de déchets alimentaires encore emballés chaque année, deux fois plus que la moyenne des Français. Si on ajoute à cela tous les aliments non emballés, encore consommables mais jetés, 35 000 tonnes de produits alimentaires se retrouvent au total chaque année dans les poubelles parisiennes.

Un tiers des repas jetés

Une des premières cibles de la Mairie est la restauration collective, notamment dans les écoles et les centres de loisirs. Et pour cause : un tiers des repas préparés n'y sont pas consommés. Pour y mettre un terme, les agents vont être mieux formés, et les caisses des écoles invitées à signer une charte. « Si le pain est en bout de chaîne, les enfants ne grignotent pas en faisant la queue et du coup finissent leur plateau. Si la vinaigrette est faite maison, les assiettes de salade, plus appréciées, sont terminées. Si les fruits sont présentés coupés en quartier,

ils sont plus simples à manger et les enfants prennent la dose qu'ils veulent », détaille Antoinette Guhl, qui a notamment travaillé avec les écoles du 20^e arrondissement pour étudier les bonnes habitudes à prendre.

Les filières de proximité seront également privilégiées afin de réduire le gaspillage lors du transport. Et dans les centres de loisirs, les règles d'inscription à la cantine vont être revues. Aujourd'hui, pas moins de 104 000 repas sont jetés sur l'année. Pour réduire ces pertes, les parents devront inscrire leurs enfants quelques jours à l'avance, sans quoi le tarif journalier sera majoré de 40 %. Enfin, la Mairie souhaite que tous les déjeuners non consommés, dans les cantines scolaires ou les centres aérés, soient donnés à des associations caritatives.

La Ville de Paris entend aussi soutenir les commerçants et les marchés de la capitale qui développent des pratiques solidaires

comme toute autre initiative permettant de réduire le gaspillage et les déchets alimentaires. Un label baptisé « Le gaspi, c'est fini » va être créé pour les y encourager. Des espaces vont être aménagés sur les marchés pour que les associations, avec lesquelles ils passeront une convention, puissent récupérer les produits, abîmés ou non, qui ne sont plus bons à la vente mais encore consommables.

La Mairie entend enfin soutenir la création d'épiceries spécialisées dans la vente en vrac, où le client apporte ses contenants et peut acheter le juste poids de produits dont il a besoin. Avec l'aide de la société d'économie mixte de la Ville de Paris spécialisée dans la sauvegarde et le développement de commerces de proximité (Semaest), Biocoop a ainsi pu ouvrir le 4 novembre, dans le 10^e arrondissement, sa première boutique 100 % vrac et sans emballages.

LAETITIA VAN ECKHOUT